Il fait bon, je pense, vivre au Canada, grâce à la diversité des éléments qui composent notre société, diversité qui se traduit par les points de vue exprimés au parlement et aux assemblées provinciales. Je ne puis rester silencieux lorsque le gouvernement présente des mesures louables à certains égards mais qui, à d'autres points de vue sortent absolument de la compétence fédérale, de l'avis de bon nombre de personnes. Je vais m'étendre un peu là-dessus.

Nous nous opposons à certains articles, que je n'ai pas l'intention d'expliquer successivement pour l'instant et qui visent à donner au gouvernement fédéral le pouvoir d'établir unilatéralement des prix maximaux. Voici par exemple ce que dit l'article 36:

... fixer les prix maximaux des diverses qualités et variétés de pétrole brut auxquelles la présente Partie s'applique qui sont produites, extraites ou récupérées dans cette province ...

L'article 51 accorde un droit semblable relativement au gaz naturel. J'aimerais signaler qu'on ne peut lire l'article 36 sans lire aussi les articles 40 à 43. Je dois en parler aussi. Autrement, il sera difficile d'expliquer au comité pourquoi nous avons l'intention de proposer un amendement au moment opportun et d'expliquer dès maintenant nos raisons de le faire. Je me rends compte que l'amendement ne peut être proposé avant que nous soyons rendus à l'article en question. Cependant, à mon avis, il serait utile pour le gouvernement que nous expliquions immédiatement notre position. Voici quelques extraits du bill:

40. Il est interdit de participer à une opération qui comporte

a) la vente de pétrole brut pour consommation à l'extérieur de la province d'exportation ...

d) le collectage, l'accumulation ou le mélange de pétrole brut pour l'une des fins mentionnées aux alinéas a) à c), ou ...

41. Nul ne peut acheter du pétrole brut dans une province d'exportation à une personne qui n'est pas titulaire d'une licence, à moins que ce pétrole brut n'y soit acheté pour consommation dans cette province.

42. Seul le titulaire d'une licence peut vendre du pétrole brut dans une province d'exportation, à moins que ce pétrole brut n'y soit vendu pour consommation dans cette province.

Cela s'oppose tout à fait à la loi existante relative aux droits du parlement fédéral. Quand nous avons discuté de cette question en décembre dernier, je venais de recevoir une copie de la décision rendue par M. le juge Hughes au sujet d'une affaire mettant en cause la province de Saskatchewan et une société pétrolière. Je n'avais pas eu le temps d'examiner en détail les motifs de la décision, mais j'ai eu l'occasion de le faire depuis. Je crois comprendre que l'affaire se trouve actuellement devant la Cour d'appel de cette province.

L'étude du cas oblige à conclure que les arguments très valables et très pertinents avancés par le juge Hughes, et que j'approuve entièrement, s'opposent totalement aux pouvoirs que le gouvernement fédéral essaie d'obtenir du Parlement par les articles que j'ai mentionnés. Sans entrer maintenant dans tous les détails du cas de la Saskatchewan ...

M. Macdonald (Rosedale): De quelle affaire s'agit-il, s'il vous plaît?

M. Baldwin: De la *Canadian Industrial Gas and Oil Limited contre le gouvernement de la Saskatchewan et le procureur général de cette province*. Je regrette de ne pouvoir indiquer la page et le numéro. Les fonctionnaires du ministre l'ont sans doute étudié en détail. Le juge de première instance donne un jugement fort savant, assez

Administration du pétrole—Loi

long, puisqu'il s'étend sur 161 pages, et est très détaillé. Il cite toutes les autorités en matière de droit constitutionnel sur ce problème, je l'avoue très difficile et très complexe, des droits du gouvernement fédéral sur la réglementation du commerce.

Le jugement se fonda sur les faits, en particulier sur le fait qu'environ 98 p. 100 du pétrole exploité en Saskatchewan était exporté. On s'est demandé si les redevances et les taxes mentionnées dans les règlements étaient des impôts directs ou indirects. Cet aspect ne nous intéresse pas. On s'est longuement arrêté sur le fait que la province se proposait, en réalité, d'imposer la fixation du prix de quantités de pétrole brut qui, pour 98 p. 100, étaient exportées. Le juge Hughes a rappelé un certain nombre de jugements, j'en citerai un à un mon honorable ami: *L'affaire de la Carnation Company Limited contre la Quebec Agricultural Marketing Board et al.* On trouvera cela, je pense, au chapitre 238 des Statuts révisés du Canada de 1968.

● (1600)

Dans ce dernier cas, la province de Québec a promulgué une loi permettant l'établissement d'offices pour assurer la vente du lait aux établissements de transformation. Il fut établi dans ce cas que l'Office avait créé un mécanisme pour l'établissement des prix—il fixait le prix d'achat des produits. Il fut prouvé que la plus grande partie du lait vendu et transformé devait être exportée en dehors de la province.

En rendant son jugement dans la cause de la Saskatchewan, le juge Hughes a fait allusion à cette cause de même qu'à d'autres, ajoutant que, lorsqu'une province promulguait des lois touchant le prix de vente d'une denrée chez elle, les transactions interprovinciales ou internationales relativement à cette denrée pouvaient s'en ressentir. Néanmoins, du moment que la province n'avait pas l'intention immédiate d'exercer un contrôle direct sur le commerce interprovincial ou international, son initiative était valide. Le savant juge s'est fondé sur la décision de la Cour suprême du Canada dans la cause *Carnation* et diverses autres causes pour rendre son jugement. Comme on l'a signalé, ce jugement a fait l'objet d'un appel qui sera probablement jugé par la Cour suprême du Canada.

Le président: A l'ordre. J'ai permis au député de prolonger quelque peu son temps de parole, vu la complexité de son raisonnement. Il conviendra peut-être maintenant que son temps de parole est écoulé, ou bien peut-être sollicitera-t-il l'assentiment unanime de la Chambre pour pouvoir poursuivre. La Chambre consent-elle à ce que le député poursuive son exposé?

Des voix: D'accord.

M. Baldwin: Je vous remercie, monsieur le président. Je vais tâcher de terminer ces remarques le plus tôt possible. Donc, si les raisons invoquées par le juge Hughes au moment de rendre son jugement, raisons fondées sur la décision de la Cour suprême dans l'affaire du Québec, sont valides, il s'ensuit que les provinces ont le droit de fixer les prix des denrées qu'elles exportent, même si ces prix portent atteinte au commerce interprovincial et international. L'établissement d'un prix par une province aura forcément des répercussions lorsque le produit atteindra l'autre extrémité du pipe-line.